

Il est dangereux de perdre le train de l'histoire

Il est nécessaire de faire des comparaisons historiques pour comprendre la conjoncture actuelle. Mais pas de n'importe quelle manière. Il est nécessaire de contextualiser et approfondir ces comparaisons. (Par rapport au coup d'Etat de mars 1964, orchestré par la puissance militaire, fin de la dictature militaire en 1985). De considérer les aspects particuliers de la dynamique de la lutte des classes, pour chaque moment historique, au risque de produire des discours dangereux, malhonnêtes et manipulateurs.

Qu'ont-fait les secteurs qui ont soutenu le gouvernement de Dilma et du PT (parti des travailleurs): Une comparaison incomplète et irresponsable entre la conjoncture actuelle et celles des veilles du coup d'Etat de 1964, comme si l'histoire était destinée à se répéter. Ils ont pris le monopole de la charge douloureuse, que le coup d'Etat symbolise, afin d'immiscer un sentiment de peur dans l'imaginaire social.

Ce discours arrive à convaincre bon nombre de personnes à descendre dans les rues manifester "contre un coup d'Etat et à défendre la démocratie". Mais en pratique, ils s'en servent pour défendre le gouvernement en place et promouvoir l'image de Lula.

Il est nécessaire de recourir à l'histoire pour percevoir que, malgré quelques éléments similaires, ce qui est en cours au Brésil n'est pas un coup d'Etat militaire-civil, comme j'ai pu l'entendre de certains historiens dans des débats cette semaine. Le coup d'Etat qui est en cours est un coup d'Etat gouvernementale.

Dans le cas où ce processus d' "impeachment" (sans aucune base juridique) a pour but de renverser le gouvernement de Dilma/ PT, il y aura une rupture mais qui restera à un niveau gouvernemental. Et donc, ne secouera pas les institutions de l'Etat bourgeois. Cette réflexion évidemment ne nie pas que le coup d'Etat en cours est un recul sans précédent. Parce que (au delà de la question juridique), il représente une sortie pour la droite, et est orchestré par des secteurs bourgeois, comme un outil, un instrument qui historiquement sont à son service- les mass-médias (ontologiquement sélectifs) et le système judiciaire-, aimeraient juger et diriger le gouvernement pour effectuer des ajustements, davantage austères, et ainsi retirer encore plus des droits aux travailleurs et à la jeunesse.

C'est pourquoi nous devons contrer cet impeachment. D'un autre côté si le contexte était différent, si la population générale, les travailleurs, la jeunesse et le secteur de la gauche étaient organisés et unifiés pour faire face à une crise. Nous serions sans doute en faveur de cet impeachment. Si le peuple est bien souverain, qui a le plus le pouvoir de lui prendre ? Dans ce cas, peut être que les élections en générale, à un moment postérieur de l'histoire- contre les attaques toujours plus sévères et celles inévitablement à venir- se présenteraient comme une sortie davantage démocratique entre les possibilités que nous avons. Au-delà des grèves, des mobilisations, des luttes et résistances que nous apportons quotidiennement.

Nous ne sommes pas en condition de défendre la démocratie et un Etat démocratique de droit, de fait. Nous devons être honnête, nous vivons dans une (pseudo) démocratie, bourgeoise et verrouillée, soutenue par un Etat "démocratique" de droit, qui ne s'applique pas sur la base d'une idéalisation juridique et que, dans la pratique, présente une forme sélective pour légitimer des violations systématiques des droits du "bas

peuple”, des “sous-citoyens”, garantit et entretient l’Etat bourgeois.

Et ceci n’exclut pas le constat qu’à d’autres moments de l’histoire l’Etat bourgeois a déjà été plus néfaste que ça en est le cas actuellement, en périphérie (les favelas qui sont davantage prises dans le prisme du capitalisme), et c’est seulement à travers de nombreuses luttes et beaucoup de sang que nous avons réussi à mettre en place un système, qui nous garantissait le minimum de nos droits. Oui, ce fut déjà pire, ça peut toujours s’empirer.

Alors, le problème n’est pas de défendre la démocratie à proprement parlé. Mais en vue de provoquer une agitation et une "secousse idéologique" en ces temps difficiles, et instables, et pour cette raison même, on assiste à de nombreuses révoltes et une indignation généralisée.

Il existe des conséquences pratiques de défense de la démocratie de cette conjoncture, et une des plus dangereuses d’entre elles est de les laisser mettre la gauche à la porte, une réelle alternative pour la classe des travailleurs et la jeunesse.

Il est dangereux, par rapport à une fausse polarisation entre deux bourgeoisies, malgré des origines distinctes et des différences ponctuelles, elles constituent une vieille politique, sale et menteuse, et appliquera le même projet néo-libéral pour le pays. Il est dangereux et possible qu’intentionnellement, afin de mobiliser une défense d’un Etat démocratique de droit, et ainsi, de confondre dans la pratique, dans les rues, de ne rien proposer, pour contrer les manipulations du gouvernement de Dilma /PT, il est dangereux de perdre le train de l’histoire.

Nous vivons la plus grande crise politique de l’histoire de Notre République. Ce sont des temps difficiles, de beaucoup d’incertitudes sans analyse préfabriquées ou de solutions parfaites, pour terminer avec cette conjoncture chaotique. Il faut beaucoup de prudence, être patient vis-à-vis de l’histoire en cours, de la fermeté, dans l’affirmation de nos principes et du courage, pour agiter les luttes, pour engager nos efforts dans la construction des synthèses et des sorties véritablement de gauche, et avec les travailleurs, la jeunesse, les minorités, et au delà de la classe dominante, sont historiquement exploité.e.s et opprimé.e.s par le système capitaliste.

Ainsi nous appelons tous et toutes les militant.e.s à participer à la plénière - qui va se dérouler demain (le 04/04), à 19h, au Resun à l’UFS (Université Fédérale de Sergipe)- pour la construction d’un chemin de fer féministe, de classe, anticapitaliste et de gauche) afin de disputer les élections du DCE UFS. Egalement, pour une plénière du Bloc Des Luttes, qui se déroulera mercredi, le 06/04, à 19h, au SINDIPRETO. La vie change seulement si, tous et toutes et tout ensemble nous nous battons !